

PLUS S'ACCUMULENT

HYDRO-QU

ÉCONOMISER PEUT FINIR PAR COÛTER CHER

Hydro-Québec a tant de surplus qu'elle doit payer pour en disposer

Hydro-Québec nage dans les surplus et prévoit avoir trop d'électricité pendant encore quatre ans, soit jusqu'en 2012. En même temps, la société d'État dépense une fortune pour encourager ses clients à réduire leur consommation, ce qui a pour effet d'accroître ces surplus et de pousser les tarifs à la hausse.

Normalement, qui dit surplus dit baisse de tarifs. Mais c'est le contraire qui se passe chez Hydro, dont les surplus engendrent des coûts supplémentaires. La société d'État s'appête à demander pour une deuxième année à TransCanada Energy de ne pas produire d'électricité à sa centrale de Bécancour. Cette mesure d'exception coûte cher, soit quelque 150 millions par année versés en compensation à l'entreprise de Calgary.

Même sans la production de cette centrale au gaz naturel,

Hydro a plaidé avec succès qu'il est moins coûteux de donner 150 millions pour ne pas prendre livraison de l'électricité produite à Bécancour, plutôt que revendre cette énergie aux États-Unis.

Hydro aura beaucoup de surplus à écouler sur les marchés voisins. Devant la Régie de l'énergie, la société d'État a fait la preuve qu'elle peut difficilement revendre à profit une aussi grosse quantité d'énergie.

Les pertes causées par la revente de cette énergie, de même que les paiements à TransCanada Energy gonflent les coûts d'exploitation d'Hydro-Québec qui, devant la Régie, peut ainsi justifier une plus grosse augmentation de tarifs.

Les économies d'énergies, donc, plutôt que de réduire la facture des clients d'Hydro, contribuent plutôt à son augmentation. C'est vrai, mais à court terme seulement, et uniquement à cause de la situation actuelle de surplus, qui est temporaire, dit Philippe Dunsky, consultant en énergie et spécialiste des économies d'énergie.

Long terme

Selon lui, il faut voir les économies d'énergie comme un investissement à long terme, qui peut coûter cher les premières années,

mais qu'est rentable sur une longue période de temps.

Depuis qu'elle a découvert les vertus des économies d'énergie, en 2004, Hydro a consacré 752 millions à aider ses clients à réduire leur consommation d'énergie. Cette année seulement, ce sont 252 millions qui seront engloutis dans différents programmes. Autrement dit, Hydro dépense plus de 600 000\$ par jour pour encourager ses clients à utiliser moins d'électricité et à réduire ses revenus.

Cet argent sert à financer toutes sortes de mesures, comme un petit coup de pouce de 50\$ pour se débarrasser d'un vieux frigo énergivore, jusqu'aux millions de dollars donnés aux entreprises pour les encourager à réduire leur facture d'électricité.

En 2008, Hydro prévoit réduire la consommation totale de 745 millions de kilowattheures avec ses 252 millions, pour un coût de 30 cents pour chaque kilowattheure économisé. La question se pose: pourquoi dépenser 30 cents

pour économiser un kilowattheure vendu 8 cents aux consommateurs résidentiels et encore moins cher, autour de 4 cents, aux entreprises?

«Parce que ces économies d'énergie vont se reproduire d'année en année et permettre à Hydro-Québec d'éviter de construire de nouvelles capacités de production à des coûts plus élevés», répond Philippe Dunsky.

Pour Hydro, en effet, le vrai coût de son programme d'efficacité énergétique est le suivant: ses investissements, plus les pertes de revenus causées par la réduction de la consommation, moins ce qu'il lui en coûte aujourd'hui pour augmenter sa production.

Ce calcul équivaut à environ 3 cents le kilowattheure, estime le spécialiste, ce qui rend l'investissement rentable pour Hydro, compte tenu que la nouvelle production éolienne ou autre, coûte plus de 10 cents par kilowattheure.

Chaque année, devant la Régie, Hydro dépose des tonnes de chiffres et de statistiques pour prouver

la rentabilité de ses programmes d'efficacité énergétique. Certains de ses chiffres sont contestables, estime Jean-François Lefebvre, ancien vice-président du Groupe de recherche appliquée en macro-écologie (GRAME) et spécialiste en énergie, mais il reste qu'il est toujours payant d'économiser l'énergie, selon lui.

«Les économies ne sont pas gratuites et celui qui ne fait aucun effort va être pénalisé. Mais ceux qui réduisent leur consommation en bénéficient», dit-il.

Même si les tarifs augmentent? «On paie l'énergie plus cher mais on consomme moins, répond Jean-François Lefebvre. Les clients sont gagnants.»

Gaz naturel

Selon lui, un surplus d'énergie renouvelable ne devrait jamais être un problème pour Hydro-Québec. Le problème actuel, à son avis, vient du fait que la société d'État a acheté pour 20 ans de l'énergie produite avec du gaz naturel, plus coûteux que l'hydro-électricité et impossible à revendre à profit. «Ça a été une erreur», dit-il.

Selon Philippe Dunsky, par contre, tout surplus important d'électricité, d'où qu'il provienne, sera toujours un problème pour Hydro. Une grosse quantité d'énergie disponible fait baisser les prix qu'Hydro peut obtenir sur les marchés, explique-t-il.

Hydro a d'ailleurs plaidé avec succès devant la Régie qu'il est moins coûteux pour elle de donner 150 millions à TCE pour ne pas prendre livraison de l'électricité produite à Bécancour, plutôt que revendre cette énergie aux États-Unis. TCE, pour sa part, ne perd rien au change puisqu'elle reçoit autant d'argent que si elle produisait de l'électricité à Bécancour.

L'exportation, on le voit, est loin d'être le pactole que le gouvernement nous fait miroiter, estime Philippe Dunsky. Il y a aussi des limites physiques à la quantité d'énergie qu'on peut exporter, compte tenu de la capacité des interconnexions existantes.

La construction de nouveaux liens vers les États-Unis pour exporter plus d'énergie est très peu probable, estime-t-il, en raison de l'opposition de la population, tant américaine que québécoise.

LA MACHINE À CONSTRUIRE EST REPARTIE

HÉLÈNE BARIL

La principale motivation pour économiser l'électricité, c'est de réduire la croissance de la demande afin d'éliminer ou de reporter la construction de nouvelles centrales et de nouveaux barrages.

Mais en même temps qu'elle investit massivement dans les économies d'énergie, Hydro-Québec a reparti la roue de la construction.

Cinq projets d'augmentation de la production sont en cours ou à l'étude chez Hydro-Québec, qui nécessitent des investissements de près de 15 milliards de dollars.

Une fois terminés, ces ouvrages augmenteront la capacité de production totale d'Hydro-Québec de 10 %, ou 20 milliards de kilowattheures.

En même temps, Hydro augmente ses achats d'énergie éolienne. Deux appels d'offres lui ont permis d'acquérir 3000 mégawatts et l'objectif est d'acheter au total 4500 mégawatts d'énergie éolienne d'ici 2015.

La marge de manœuvre qui résultera de tous ces investissements sera considérable. Selon le président d'Hydro-Québec, l'objectif est de se constituer un coussin de 20 milliards de kilowattheures.

Que fera-t-on avec cette énergie? Pour le gouvernement de

Jean Charest, la question est déjà réglée. Le Québec exportera son électricité comme l'Alberta exporte son pétrole et deviendra aussi riche.

La quantité d'énergie qui peut être exportée est limitée par la capacité des interconnexions existantes entre le Québec et l'Ontario, le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Angleterre et New York.

Hydro investit actuellement près de 700 millions pour doubler sa capacité d'exportation vers l'Ontario, et on peut s'attendre qu'une bonne partie de l'énergie excédentaire soit vendue à la province voisine.

Les efforts d'économie d'énergie, de leur côté, diminueront la demande totale de 3 %, ou 4 milliards de kilowattheures, soit l'équivalent de la consommation d'une ville comme Laval.

Le Québec, qui a découvert les économies d'énergie tout récemment, reste un des plus grands consommateurs d'énergie au monde per capita.

Mais les programmes d'efficacité énergétique ont beaucoup de succès. L'an dernier, les économies réalisées ont dépassé de plus de 30 % l'objectif que s'était fixé Hydro, ce qui est un signe que la clientèle est prête à faire plus pour diminuer sa consommation.

Les économies supplémentaires qui pourraient être réali-

sées sont considérables, même Hydro-Québec le reconnaît. L'objectif de 2010 pourrait facilement être triplé, estiment la plupart des observateurs, ce qui réduirait à zéro la croissance de la demande.

Mais si la demande d'électricité au Québec plafonne et qu'Hydro ne réussit pas à exporter autant que le gouvernement le souhaite, les programmes pour réduire la consommation pourraient bien prendre le bord.

C'est ce que craignent les environnementalistes. Ce serait la pire chose à faire, selon Jean-François Lefebvre, qui souligne que l'économie d'énergie est la façon la moins coûteuse et la plus propre de produire de l'énergie.

En situation de surplus, ça devient compliqué de promouvoir des économies d'énergie si on est producteur et distributeur d'électricité, reconnaît Philippe Boulanger, responsable de l'efficacité énergétique chez Équiterre.

Si l'Agence d'efficacité énergétique prend en charge les programmes d'économies d'énergie, ils survivront, croit-il.

Autrement, le gouvernement devra choisir entre les programmes d'efficacité énergétique et le maintien des profits d'Hydro et il est facile de prévoir ce qu'il privilégiera.

DES MILLIONS POUR LES ENTREPRISES

HÉLÈNE BARIL

Après avoir investi 1,6 million pour réduire la consommation d'énergie de son usine de Bromont, Kruger a reçu une subvention de 1,1 million d'Hydro-Québec, et sa facture a été réduite de 325 000\$ par année.

Hydro s'est aussi engagé à donner 30 millions à Kruger lors de la construction d'un atelier de désencrage de 200 millions à son usine de Trois-Rivières, un projet qui est retardé mais toujours vivant, selon la compagnie.

Depuis 2004, Hydro a donné ainsi 102 millions en subventions aux grandes entreprises pour qu'elles réduisent leurs coûts d'énergie, ce que toute entreprise devrait normalement faire sans aide financière, pourrait-on penser.

En théorie, oui, dit Martine Ouellette, responsable des programmes d'efficacité énergétiques d'Hydro-Québec pour les grandes

entreprises, «mais dans la vraie vie, rien ne se fait si la période de retour sur l'investissement (*payback*) est de plus d'un an ou même de plus de six mois».

L'aide financière d'Hydro, selon elle, vise donc à raccourcir la période requise pour rentabiliser un investissement en économie d'énergie et ne s'applique qu'aux projets qui ne se réaliseraient pas sans subvention.

Il n'est pas possible de savoir qui a reçu quoi, parce qu'Hydro juge que les détails de ses programmes doivent rester confidentiels.

On sait toutefois que même des entreprises pour qui l'énergie est le coût le plus important, comme les alumineries, profitent des subventions d'Hydro. Même Cascades, une entreprise qui fait beaucoup d'efforts pour réduire d'elle-même sa facture énergétique, reçoit de l'aide financière d'Hydro.

Le problème, selon Jean-

François Lefebvre, c'est que les entreprises ont une vision à très court terme et ne font rien qui demande du temps à rentabiliser. «Elles se comportent comme si elles ne seront plus là dans trois ans», déplore-t-il.

Du côté des grandes entreprises, on voit les choses différemment. «Dans une entreprise, le capital est une denrée rare et plusieurs projets sont en compétition pour en obtenir», explique Luc Boulanger, porte-parole de l'Association québécoise des consommateurs industriels d'électricité, qui regroupe les alumineries et autres entreprises énergivores.

Selon lui, les projets qui peuvent être rentabilisés rapidement ont toujours l'avantage sur les autres et se réalisent plus rapidement.

Hydro propose différents programmes d'aide aux entreprises qui veulent réduire leur consommation d'électricité, dont un qui offre 15 cents par kilowattheure

économisé à des entreprises qui paient leur électricité au tarif L, soit 5 cents le kilowattheure.

Ce sont des économies qui coûtent très cher à Hydro, selon Jean-Thomas Bernard, professeur à l'Université Laval et spécialiste des questions énergétiques. Selon lui, les tarifs d'électricité consentis à la grande entreprise sont trop bas, ce qui n'incite pas les entreprises à investir pour réduire leur facture. «Si elles devaient payer le prix de la nouvelle production (autour de 10 cents le kilowattheure), on n'aurait pas besoin de programme d'efficacité énergétique».

Si Hydro augmentait ses tarifs plutôt que de subventionner les entreprises, il y aurait peut-être des gains du côté de l'efficacité énergétique mais il y aurait aussi des pertes d'entreprises, assure Luc Boulanger. «Toute hausse de tarif nuit à la compétitivité des entreprises qui peuvent réagir en délocalisant leur production.»